



Rapport Juillet 2021

The July Issue available in **English** inside

La crise du coronavirus à Redeyef

Rihab Mabrouki

975

Protestations

11

Suicides et tentatives
de suicide

3907
Migrant(te)s

Les jeunes, l'emploi et l'avenir du travail

Oussama Boulila

Introduction

La crise se poursuit et s'amplifie avec le développement des événements politiques et sociaux dans le pays. Les mêmes manifestations qui ont été réprimées lors du dixième anniversaire de la révolution sont revenues en force le jour de la fête de la République après une grande mobilisation sur les réseaux sociaux. Ces manifestations ont montré des protestataires en colère avec une tendance à l'anarchie et à la violence qui a rapidement éclipsé les revendications. Un certain nombre de sièges de partis politiques ont été attaqués et leurs documents brûlés et détruits. Cette tension sociale qui dénonçait la mauvaise performance du gouvernement et du parlement a été accompagnées par l'annonce par le président de la république de mesures exceptionnelles visant le chef du gouvernement qui a été démis de ses fonctions et le Parlement dont l'activité a été gelée pour un mois avec une centralisation des différents pouvoirs dans la main du président de la république. Des mesures qui ont aggravé la crise, ont suscité de grands espoirs et attentes et qui ne laissent désormais que deux alternatives soit la réponse à ces attentes, peut-être plus rapidement que prévu, soit c'est le grand effondrement.

Nous ne serions pas arrivés à cette situation politique difficile et ambiguë sans l'approfondissement de la crise économique et sociale et son omission par tous les gouvernements successifs sans oublier leur incapacité à trouver des voies de sortie et des solutions, voire le renforcement de la marginalisation et de la pauvreté et leur incapacité à changer le modèle de développement. Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux n'a cessé de mettre en garde dans ses rapports mensuels et annuels de l'état de tension sociale et de l'aggravation du dossier social dans une absence totale d'issue par les gouvernements. Depuis 2016 et au cours des cinq dernières années, années de consolidation des institutions politiques permanentes, un taux de protestation annuel estimé à 9 256 mouvements de protestation a été relevé, sachant que la récolte quinquennale comprenait l'enregistrement de 46 280 mouvements de protestation et qui ont comme seules réactions l'indifférence ou la criminalisation et l'arrestation, les poursuites et les procès, ainsi qu'à la signature d'accords fictifs, car ils n'ont pas été mis en œuvre. Des manifestations dans lesquelles le seul représentant de l'État était les forces sécuritaires dans des régions telles que le bassin minier, Kerkennah, Camour, Gabès, Jendouba, Meknassi, Kasserine et d'autres zones de protestation.

Et parce que le dossier social s'est aggravé et que la crise s'est accrue avec les événements, le pourcentage de protestations enregistrées au cours des sept premiers mois de cette année 2021 a atteint 7 773 mouvements de protestation, soit environ 83 % du taux annuel enregistré au cours des cinq dernières années. Que signifie ce rapport ? Cela signifie que le taux annuel pour cette année dépassera la moyenne annuelle des cinq dernières années, ce qui est sans aucun doute un pourcentage dangereux et indique une grande tension sociale ayant un plafond d'attentes très élevé concernant les mesures exceptionnelles prises par le président Saïd le 25 juillet et tout écart par rapport à ce plafond signifie un grand effondrement de la relation de confiance dans les institutions de l'État et aussi par rapport à la paix sociale.

La crise économique et sociale, la pauvreté, la faim et la marginalisation ont eu des répercussions sur les choix des électeurs lors des élections de 2019 et ont été un véritable déclencheur de la montée des individus et des mouvances politiques. Et ne pas répondre au plafond des attentes de ces électeurs en changeant leur vie quotidienne qui se détériore de jour en jour a engendré une punition rapide comme sortir manifester, prendre d'assaut le siège du parti politique, détruire et brûler des documents et célébrer le gel d'un parlement qui n'a pas répondu à toutes les attentes citoyennes en suspens et c'est ce qui s'est réellement produit le jour anniversaire du 25 juillet 2021.

La pauvreté, la faim et la marginalisation sont aujourd'hui des indicateurs de la situation politique à laquelle nous sommes parvenus, qui à son tour fait face au danger de ne pas aboutir au plafond des attentes de la rue.

Au milieu de ce climat critique, d'autres crises profondes ont eu lieu à l'instar des répercussions de la pandémie de Covid, qu'elles soient sanitaires ou économiques :

1- Sur le plan sanitaire : Il n'y a rien de pire que d'enregistrer le nombre de 4 983 décès dus à la pandémie de Covid durant le mois de juillet 2021. Il n'y a rien de plus lourd que ce constat et que les patients meurent d'étouffement à cause du manque de lits de réanimation, d'oxygène et de l'impossibilité de trouver une place dans divers établissements de santé, qu'ils soient locaux, régionaux ou centraux. Aucune institution n'a été épargnée par la crise de l'oxygène, qu'il s'agisse d'un grand hôpital ou d'un petit hôpital local et si cette situation indique quelque chose, elle indique la détérioration du système de santé comme élément essentiel au sein des services de base qui ont commencé à déperir. Cela indique également une mauvaise gestion de crise, car au lieu de mettre en place des mesures de prévoyance, de formation de stocks stratégiques, de disponibilité de plans alternatifs en cas de pénurie et d'autres mesures qui sont censées être disponibles dans la gestion de crise, l'inverse s'est produit, il y avait dispersion dans la décision, improvisation, et erreurs qui ont conduit à une augmentation du nombre de victimes du Covid, dans un chaos de la situation épidémique et la multiplicité des vagues épidémiologiques atteignant leur plus sévère intensité en juillet et qui ont causé la mort de plus de 4 900 Tunisiens.

2- Sur le plan économique : La Tunisie subit toujours les répercussions des effets de la pandémie de Corona, à l'heure où les économies de certains pays sont revenues à la production de richesse et ont atteint un taux de croissance important, l'économie tunisienne, qui a été épuisée depuis dix ans, est toujours engloutie dans la corruption et l'injustice dans la répartition fiscale et l'économie parallèle. Elle connaît une récession sans précédent et le taux de croissance est toujours inférieur à zéro. Une économie dans cette situation ne peut pas produire de richesse, réaliser le développement ou fournir des emplois.

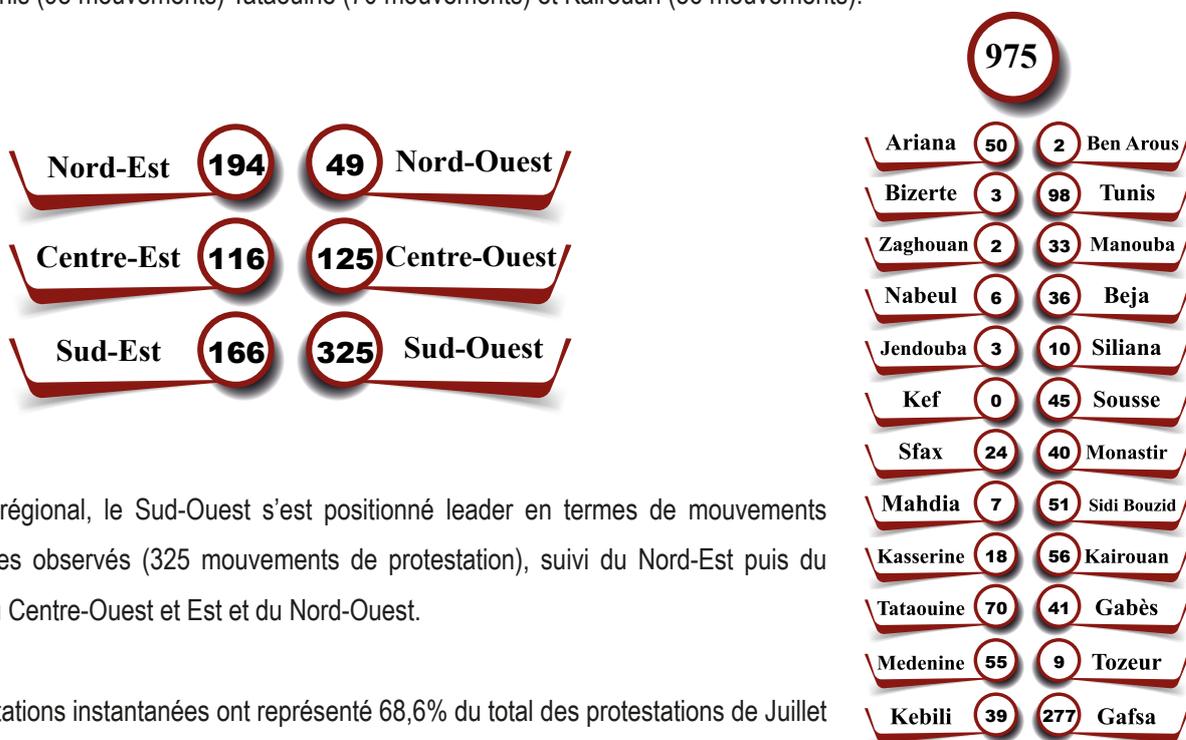
De plus avec l'augmentation du nombre de personnes touchées par le Coronavirus, le nombre de pauvres et de marginalisés a augmenté proportionnellement, sans que le gouvernement ne montre aucun programme de sauvetage ou d'assistance pour les personnes touchées. Parmi les sinistrés figurent également des centaines de travailleurs qui ont été licenciés par leurs institutions sous prétexte de raisons économiques, sans que le gouvernement ne montre aucun plan pour sauver leurs emplois. Cette situation économique difficile a eu de graves répercussions sociales, avec lesquelles la pauvreté, la faim et la violence ont augmenté et le nombre de migrants non-réglementaires, et par conséquent, l'augmentation de l'activité des réseaux de passeurs et criminels et l'augmentation du nombre de victimes et de disparus.

La situation politique actuelle ne semble pas ouverte pour faire face à toutes ces crises en l'absence d'un plan de route clair sur les visions du président pour sortir de la crise économique et sociale, d'autant plus que les prochains mois seront décisifs dans de nombreux dossiers, y compris la rentrée scolaire et la rentrée agricole et les problèmes qu'elles engendrent ainsi que la période des licenciements pour les travailleurs du secteur du tourisme pour des raisons économiques.



Mobilisation sociale durant le mois de juillet 2021

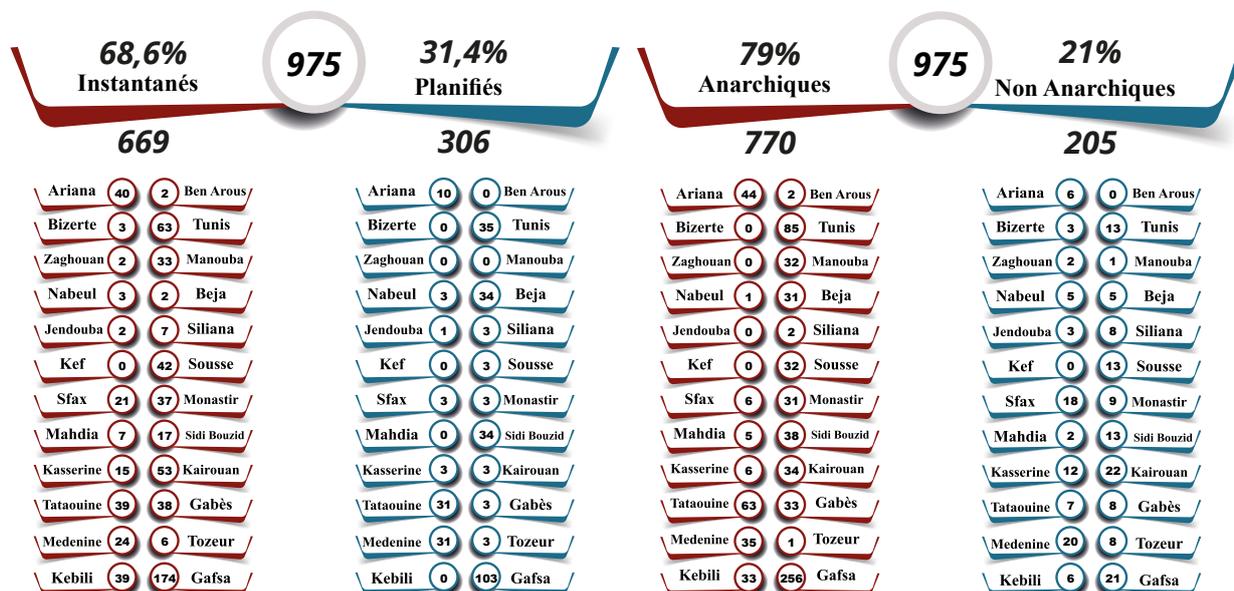
975 mouvements de protestation ont été enregistrés au cours du mois de Juillet 2021, avec un changement significatif dans la cartographie des manifestations. Le gouvernorat de Gafsa a connu une congestion sociale sans précédent avec environ un tiers du total des manifestations relevées (28,4 %), et le reste des protestations s'est réparti entre les différentes régions selon l'ordre suivant : Tunis (98 mouvements) Tataouine (70 mouvements) et Kairouan (56 mouvements).



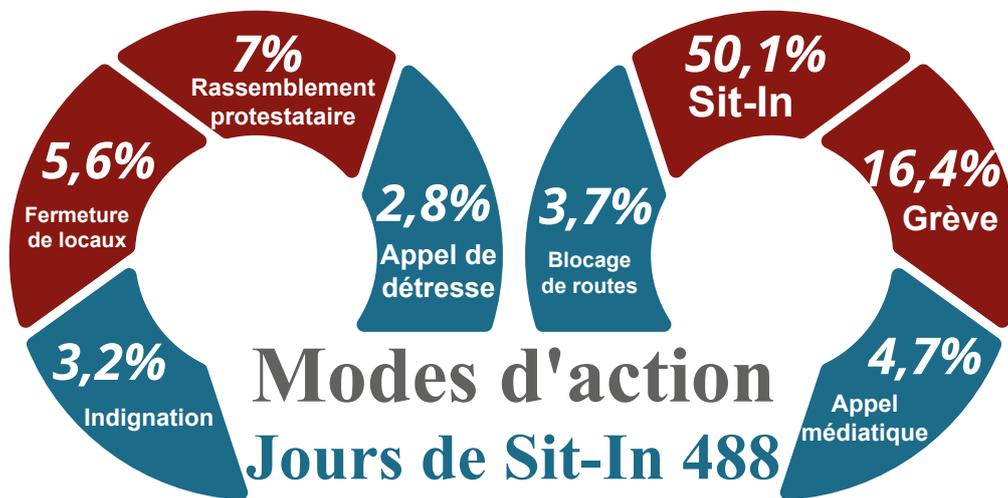
Au niveau régional, le Sud-Ouest s'est positionné leader en termes de mouvements protestataires observés (325 mouvements de protestation), suivi du Nord-Est puis du Sud-Est, du Centre-Ouest et Est et du Nord-Ouest.

Les protestations instantanées ont représenté 68,6% du total des protestations de Juillet 2021.

Le mois de Juillet a également enregistré une légère baisse du taux de manifestations anarchiques, c'est-à-dire celles qui tendent vers la violence et qui sont depuis plus d'un an (depuis Avril 2020) dans une augmentation continue, pour atteindre, courant Juillet 2021, environ 79% de l'ensemble des protestations. Ce pourcentage est sans aucun doute élevé et a des implications et répercussions sur le niveau de la tension sociale.

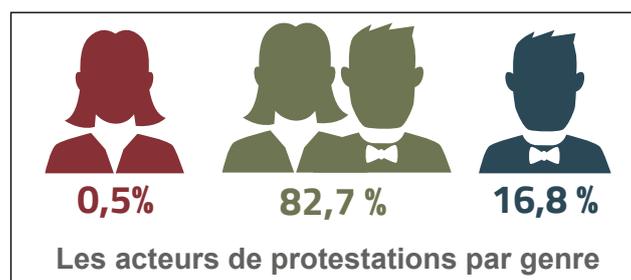


Le taux de manifestations anarchiques est estimé à 92,4% à Gafsa, 86,7% à Tunis et 90% à Tataouine et ce sont les régions qui ont connu le plus grand nombre de mouvements de protestation durant ce mois de Juillet 2021.



En ce qui concerne les formes de protestation adoptées par les protestataires, le sit-in est la forme la plus importante à laquelle les manifestants ont eu recours, puisqu'ils ont représenté 50% du total des manifestations observées, suivis des grèves de la faim avec 16,4%, des rassemblements protestataires avec 7%, des blocages des lieux de travail avec 5,6%, suivis à divers degrés d'appels de détresse médiatiques, blocage de routes, manifestations, perturbation des activités, brulure de pneus et autres formes.

Le nombre de jours de sit-in jusqu'à fin juillet était d'environ 488.

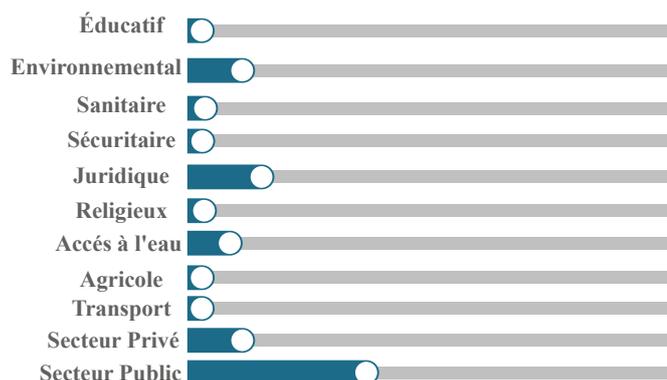


L'ensemble de ces mouvements de protestation est initié par des acteurs mixtes des deux genres (82,7 %), tandis que les hommes seuls ont participé à environ 16,8 % des manifestations et les protestations menées par les femmes à elles seules représentaient 0,5 %. Ces pourcentages peuvent s'expliquer par l'évolution des acteurs du mouvement social dans les différentes régions, puisque les femmes sont devenues actives voire organisatrices des mouvements de protestation revendiquant la justice développementale, l'emploi et la dignité ainsi que les protestations liées à la demande de recherche de personnes disparues ou de libération des interceptés sur les côtes sont devenus le combat des mères par excellence.

Revendications et acteurs

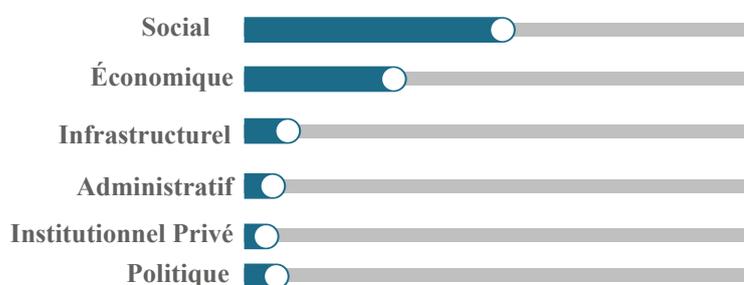
Les revendications des manifestants durant le mois de juillet ont porté sur le secteur public et l'aspect juridique, comme contre certaines lois ou l'application d'autres lois, suivies des revendications à caractère environnemental, puis des revendications liées au secteur privé, au secteur de la santé, de la sécurité et du droit à l'eau.

Pourcentage	Secteur
1 %	Éducatif
12 %	Environnemental
9 %	Sanitaire
5 %	Sécuritaire
16 %	Juridique
1 %	Religieux
7 %	Accès à l'eau
1 %	Agricole
1 %	Transport
12 %	Secteur Privé
40 %	Secteur Public



Les revendications à motivation économique et sociale ont représenté 67% du total des protestations de Juillet 2021, suivies des protestations contre la détérioration des infrastructures à hauteur de 12%, des protestations contre les administrations de 11% et politique avec 10%.

Pourcentage	Typologie
45%	Social
22%	Économique
12%	Infrastructuel
11%	Administratif
3%	Institutionnel Privé
10%	Politique



La demande d'emploi a représenté 25 % du total des mouvements en Juillet 2021, la demande d'amélioration des conditions de travail 17 %, la demande de garantie des droits des travailleurs 35 % et la protestation contre les licenciements abusifs 4 %, tandis que la soif a représenté 12% de l'ensemble des protestations observées. Les manifestations ont touché divers domaines, notamment les demandes d'indemnisation, la restauration des infrastructures, la non-activation des accords, le droit au développement (10 % de protestations exigeant le développement), le versement des salaires mensuels, les demandes de services de santé, la perturbation des négociations, le manque de soins médicaux et équipements, la dégradation de l'environnement ainsi que d'autres demandes récurrentes sur une base mensuelle sans que celles-ci ne rencontrent d'interaction Positive de la part des autorités, qu'elles soient locales, régionales ou centrales.

Quant aux acteurs des mouvements sociaux, les salariés et ouvriers ont mené les manifestants durant le mois de juillet avec 46%, suivis par les chômeurs et les diplômés chômeurs à 20%, puis les activistes, les ouvriers urbains, les enseignants, les journalistes, les agriculteurs, les chauffeurs. et d'autres. Cela signifie que tous les secteurs bougent et ont leurs revendications et que l'acte de protestation ne se limite plus aux victimes de l'absence de justice sociale, comme les chômeurs et les habitants des zones marginalisées, mais c'est aussi une grande présence parmi les travailleurs en raison du manque de vision concernant la continuité des emplois et la garantie des droits des travailleurs et des employés. Par conséquent, les lieux de travail se sont distingués comme un espace de prédilection pour les protestations avec un pourcentage de 26 %, suivis par les sièges des gouvernorats avec 13 %, puis les routes, qui sont le principal théâtre de 13 % des protestations.

Les sièges des ministères, des délégations et les sièges de production ont représenté un pourcentage similaire (à moins de 7%) puis la Société de phosphate de Gafsa avec 6% et les médias ont également augmenté de 6%.

L'espace virtuel joue un rôle de mise en réseau des acteurs du mouvement social et d'organisation de la contestation, tout comme cela s'est produit lors du mouvement du 25 juillet.

Les espaces de protestation		Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
27 %	Employés	26 %	Espaces de Travail
19 %	Travailleurs	13 %	Siège du Gouvernorat
18 %	Habitants	13 %	Routes
17 %	Jeunes	7 %	Sièges des ministères
13 %	Chômeurs	7 %	Sièges des Délégations
9 %	autres citoyens	7 %	Siège de production
7 %	Diplômés chômeur	6 %	CPG
7 %	Activistes	6 %	Médias
4 %	Ouvriers de chantier	5 %	Réseaux Sociaux
4 %	Enseignants	5 %	A.R.P

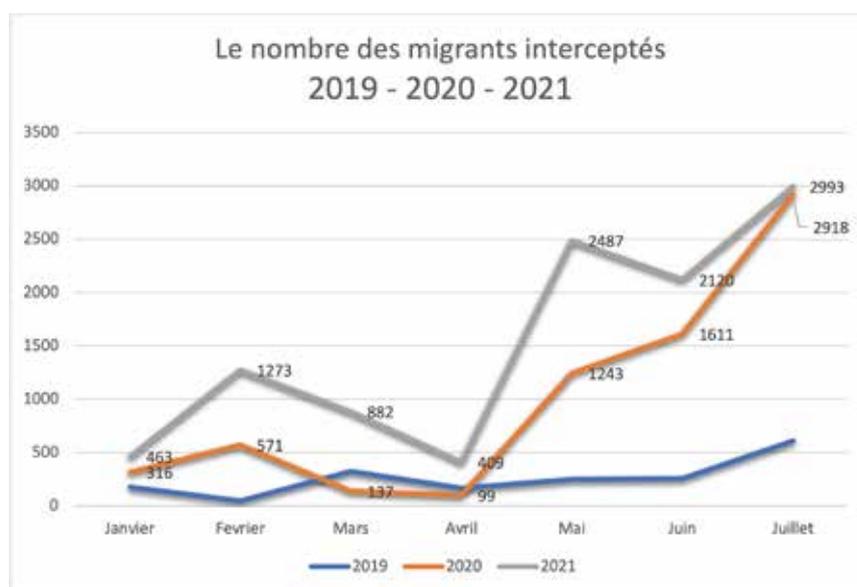
Comparatifs des données durant la même période 2018-2019-2020-2021



Les événements du 25 juillet en Tunisie et les différentes prises de position qui les ont accompagnés ont imposé la question de « la migration non-réglementaire » au centre du conflit politique, notamment après la déclaration de M. Rached Ghannouchi à un journal italien sur la possibilité d'arrivée de plus d'un demi-million de migrants sur la rive nord de la Méditerranée. Ainsi, il a considéré que sa continuité et celle de son parti au pouvoir comme un gage de stabilité et une garantie du succès continu de la mainmise sécuritaire autour des côtes tunisiennes. Indirectement, Ghannouchi a reconnu sa responsabilité et celle de son parti en tant que membre de l'autorité à des degrés divers au cours de la dernière décennie dans l'approfondissement des facteurs de migration, de la pauvreté, de l'exclusion, de la marginalisation et de l'impunité, et par conséquent sa sortie du pouvoir a signifié l'évasion de centaines de milliers de victimes de ces politiques

Cette déclaration et ses messages politiques adressés principalement à l'étranger ont suscité des craintes dans le nord de la Méditerranée qui ont poussé le Président de la République, lors de sa visite à l'avenue Habib Bourguiba, à réagir directement et à accuser des « parties » d'avoir déclenché des opérations de migration non-réglementaire. Ces déclarations ont reflété une déception renouvelée vis-à-vis des positions des acteurs politiques en Tunisie concernant la migration non-réglementaire dont ils continuent à prouver que consciemment ou non et ils adoptent des approches qui considèrent la migration comme une menace pour la sécurité et peuvent être utilisées comme une carte de pression politique. Les chiffres enregistrés au cours du mois de juillet 2021 prouvent que nous sommes à peu près aux mêmes chiffres que juillet 2020, où 3 907 migrants sont arrivés sur les côtes italiennes. Ce qui retient davantage l'attention, ce n'est pas tant le nombre d'arrivées que le nombre de ceux qui ont été empêchés de traverser et qui a augmenté par rapport à l'année 2020, où le nombre de passants dont les traversées ont été interceptés a atteint 10 627 migrants dès le début de l'année à fin juillet soit 54,12 %. Les traversées interceptées se sont également développées par rapport à la même période de l'année 2020 avec 36,59 %.





LA DISTRIBUTION DES ARRIVANTS SUR LES CÔTES ITALIENNES

	MINEURS NON-ACCOMPAGNÉS	MINEURS ACCOMPAGNÉS	FEMMES	HOMMES	LES ARRIVANTS
JUILLET	428	71	62	3346	3907
TOTAL	1098	136	153	5842	6869

Le nombre de migrants tunisiens arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année 2021 a atteint 6 869 sur un total de 28 870, soit 24% du total des arrivées en Italie. Il est probable que le rythme des flux continuerait à être similaire à celui de l'année précédente, rendant les chiffres semblables. A la lumière de ce contexte politique changeant, les vagues de migration seront le premier titre de la crise sociale en Tunisie pour les années à venir, malgré toutes les mesures de surveillance et de prévention.

Les opérations interceptées par région

	Jendouba	Bizerte	Tunis	Nabeul	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Gabes	Médenine
Juillet	*	2,32%	7,75%	13,9%	3,1%	11,62%	16,27%	33%	1,5%	10%
Total	*	2,85%	10,28%	15,02%	4,9%	6,91%	13,89%	40,61%	0,44%	5,37%

* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins de passage mais que les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les traversées interceptées dans ces régions.

A travers ce tableau, on peut aussi comprendre quelques-uns des motifs du limogeage du gouverneur de Sfax, du gouverneur de Médenine et de certains responsables de la sécurité sous la forme d'un autre message à la partie italienne, qui s'est beaucoup plainte de Sfax notamment, qui représente 40 % du total des traversées interceptées .

	NON TUNISIEN(NE)S	TUNISIEN(NE)S
Juillet	42,38%	57,62%
Total	56,63%	43,36%

LES MIGRANTS SELON LES NATIONALITÉS

	MARITIME	TERRESTRE
Juillet	48,1%	51,9%
Total	41,5%	58,5%

NOMBRE DES VICTIMES ET DES DISPARUS	
JANVIER	4
FEVRIER	50
MARS	39
AVRIL	41
MAI	81
JUIN	39
JUILLET	117
Total	371

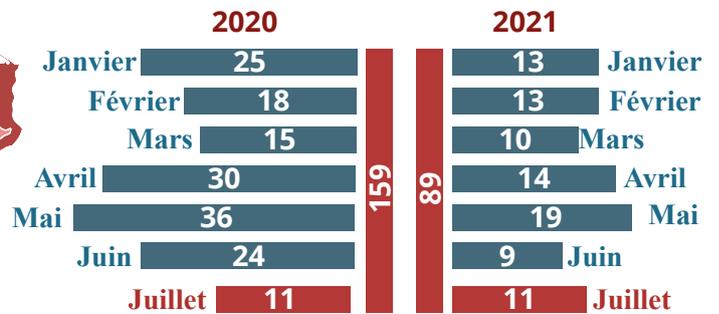
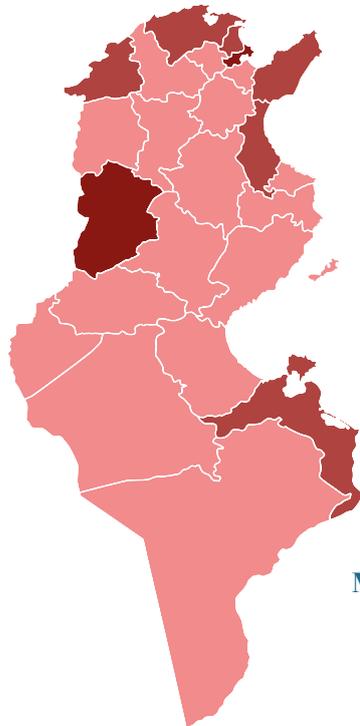
Le nombre de victimes de la migration non-réglementaire a dépassé les 1021 victimes en Méditerranée. Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux a recensé 371 victimes et personnes disparues sur les côtes tunisiennes. Ce chiffre terrifiant sans aucune action officielle pour sauver des vies et c'est également le résultat du processus de lancement depuis les côtes libyennes, qui se termine en épaves et des corps flottant sur les côtes tunisiennes. Face à l'indifférence des pays de l'Union Européenne et à leur refus de contribuer au sauvetage, à l'obstruction et à la restriction du travail des organisations humanitaires, cette tragédie se poursuivra et notre pays supportera une grande partie du fardeau de cette tragédie humaine.

Enfin, Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux renouvelle son appel à la Présidence de la République pour qu'elle travaille à l'actualisation et à l'activation de la stratégie nationale sur les migrations en partenariat avec les organisations de la société civile et les unités de recherche des institutions universitaires en gelant les travaux sur tous les accords qui violent les droits et la dignité des migrants et établir un cadre permanent et automatique pour signaler les personnes disparues dans les incidents de migration non-réglementaire et suivre leur sort. Il appelle les autorités tunisiennes à renoncer aux pratiques restrictives exercées sur le mouvement des femmes et des hommes tunisiens vers les zones côtières. Il met également l'accent sur la mise à disposition des ressources aux autorités locales et aux organisations humanitaires, notamment dans les régions du sud, pour prendre en charge les migrants et gérer au mieux les crises.

Il appelle également l'Union européenne et ses États à assumer la responsabilité politique, juridique et morale et à lancer une opération de sauvetage humanitaire en Méditerranée centrale et à consacrer le droit humain à la circulation et à partager ce droit avec les citoyens tunisiens. Il appelle l'Union Européenne et ses pays à manifester leur respect des droits et libertés des citoyens de la rive sud et ce qu'ils appellent leur soutien permanent à la Tunisie et à ses États membres de mettre un terme au retour forcé des migrants tunisiens en situation non-réglementaire.

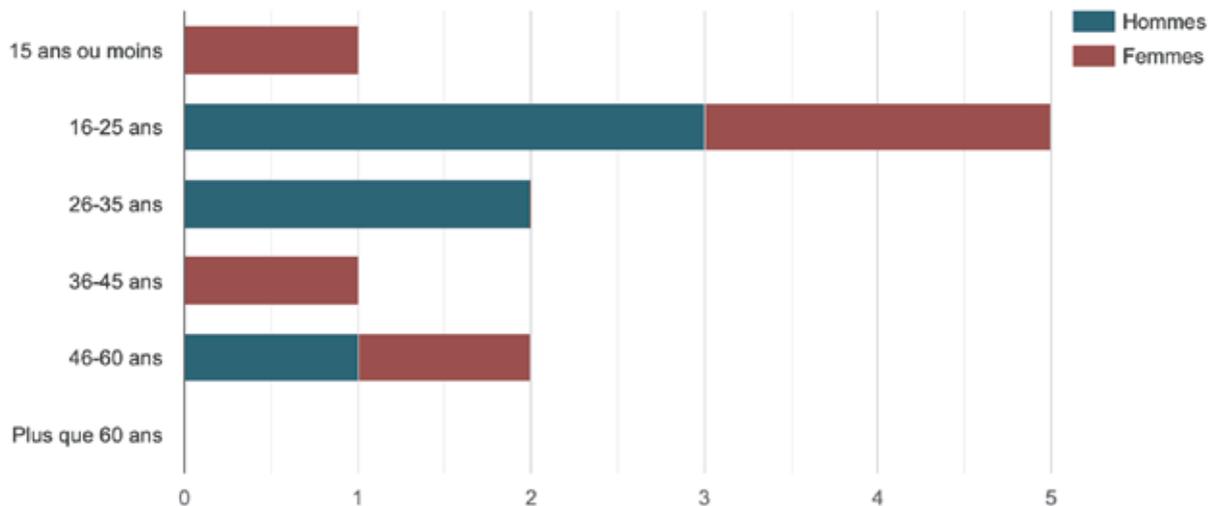
Les suicides et tentatives de suicide

Au cours du mois de Juillet 2021, 11 actes de suicide et de tentative de suicide ont été relevés et répartis comme suit : 3 suicides et tentatives de suicide à Tunis, deux suicides ou tentatives de suicide à Kasserine et un cas de suicide ou tentative de suicide à Bizerte, Médenine, Nabeul, Jendouba, Ariana et Sousse.



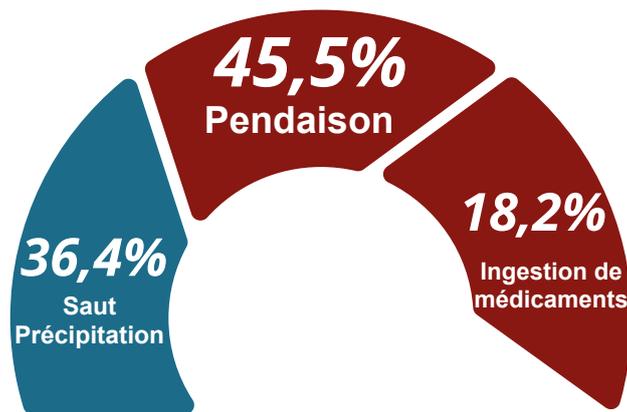
Les femmes ont représenté 45,5% du total des victimes.

Alors que la tranche d'âge 16-25 ans a représenté environ 45% des victimes des cas observés (5).



	15 ans ou moins	16-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-60 ans	Plus que 60 ans
Hommes	0	3	2	0	1	0
Femmes	1	2	0	1	1	0
TOTAL	1	5	2	1	2	0

Le suicide par pendaison était la forme de suicide la plus fréquemment observée, avec un taux de 45 %, suivi du suicide par immolation avec un taux de 36,4 %, puis par ingestion de substance toxique avec un taux de 18,2 %. Chacune de ces formes reste une violence contre soi et une étape vers l'automutilation et le suicide. L'observateur de la cartographie du suicide et tentative de suicide constate un changement, car Kairouan n'est plus une scène majeure du suicide et de sa tentative.



Rapport sur la violence

La veille, le suivi et le diagnostic des actes de violence durant le mois de Juillet 2021 et l'escalade de son niveau et sa tendance à la brutalité et parfois au drame sont indissociables de sa réalité économique et sociale, de l'état d'instabilité politique et de la gravité de la situation sanitaire. cet ensemble contextuel a produit des incidents violents tels que le d'un mari de l'œil de sa femme, l'agression d'une mère par son fils ou l'extinction du générateur d'oxygène de son mari par une épouse par vengeance, sans oublier le cas de viol collectif d'une fille de 12 ans ou l'agression d'un voisin sur un fils de son voisin de moins de 15 ans, ou les disputes et querelles qui se terminent par des blessures graves ou une mort ou plus.



Politiquement:

L'état d'instabilité politique, les conflits, le climat de rivalités et l'échange d'insultes, d'injures et de calomnies entre les partis politiques se sont poursuivis au cours du mois de Juillet 2021, avec la pression psychologique qu'il infligeait aux Tunisiens et la consolidation de l'état de insatisfaction et colère du peuple. On peut dire que la situation a atteint son paroxysme à la fin du mois, précisément le 25 juillet 2021. Une journée qui a vu de violentes manifestations accompagnées de la dislocation, l'incendie et la destruction du siège du parti Ennahda dans plus de 14 gouvernorats de la république. Simultanément une série de déclarations agressives envers les manifestants ont été enregistrées par les dirigeants du mouvement Ennahda les menaçant de leur infliger les plus grandes représailles . Pour terminer la journée avec la prise de décisions exceptionnelles par le Président de la République conformément à l'article 80 de la Constitution Tunisienne, dans un mouvement qui a bouleversé et choqué la scène politique, par le gel du Parlement et isolé. Cette action a eu un impact positif sur un large segment de Tunisiens qui l'ont accueilli avec beaucoup de soulagement et ont célébré son annonce dans la rue.

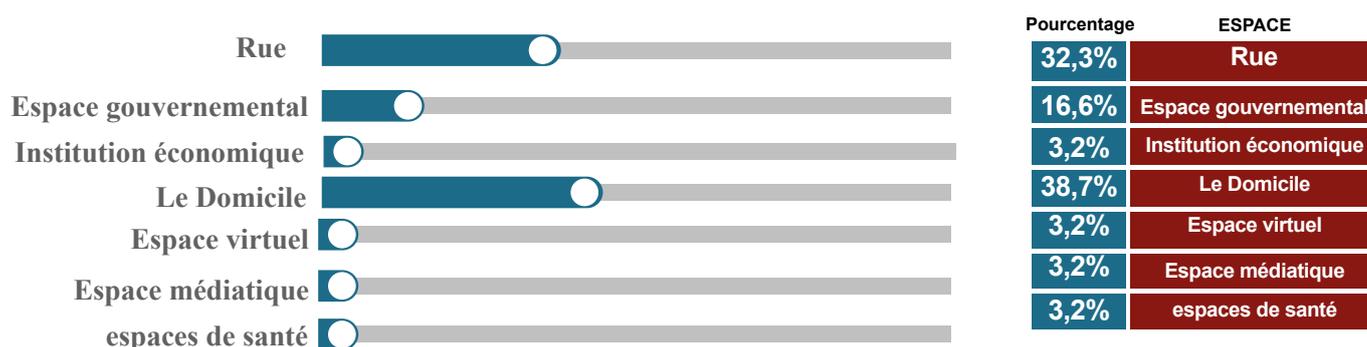
Pourcentage	SECTEUR
71%	Criminel
9,7%	Violence dans l'espace public
12,9%	Politique
3,2%	Économique
3,2%	Protestant



Sanitairement :

On peut dire qu'au cours du mois de juillet 2021, les Tunisiens ont fait face à une déception sanitaire majeure concernant le système de santé publique. Avec la nette augmentation du nombre d'infections et la propagation généralisée du virus Covid-19, avec ses diverses mutations et sa gravité variable. Les Tunisiens se tenaient face à cette pandémie sans vaccination et sans oxygène suffisant pour le nombre de personnes infectées quotidiennement dont l'état se dégradait et sans lits hospitaliers adéquats. Un mois au cours duquel les bilans en oxygène des hôpitaux publics ont plus d'une fois atteint le zéro.

Cette situation a développé un état de frustration, de colère et un sentiment d'injustice chez une grande partie des Tunisiens.



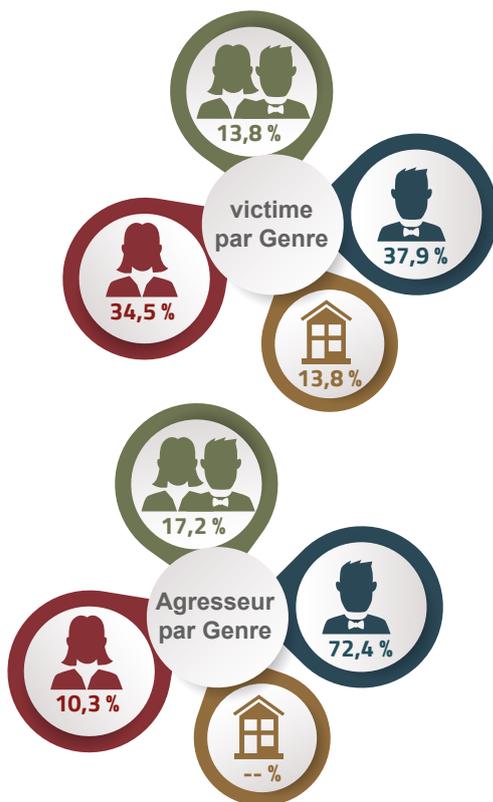
Économiquement et socialement :

Les indicateurs économiques et sociaux enregistrés au mois de Juillet 2021 ont été plus négatifs que le reste des mois de l'année précédente. Où le volume des prix a plus que doublé sous le contrôle des lobbies monopolistes, la corruption et le capital libéral sauvage... En échange de l'abandon par les institutions de l'Etat de leur rôle de surveillance, de régulation et de protection. Cette situation a fait que tout le monde attaque tout le monde et le citoyen qui vit sous l'impact d'un couvre-feu partiel ou total depuis plus d'un an et demi ressent de graves répercussions économiques de la pandémie (des petits établissements ont fermé, des cafés ont fait faillite, l'artisanat s'est flétri et des travailleurs ont été licenciés en raison de procédures de confinement, en échange d'autorisation d'exercice pour des propriétaires hôteliers et la permission aux personnes aisées de se déplacer en ayant une réservation dans l'un des hôtels). Ces mesures à deux vitesses ont fait du citoyen moyen le seul en train de payer le prix de la crise et vivre dans une réalité économique et sociale basée sur la discrimination, l'inequité et l'absence de justice sociale et l'abandon complet de celui-ci par l'État.

Quant à la violence domestique et à la fulgurante augmentation régulière qu'il connaît sans oublier la tendance criminelle odieuse dont il a été témoin depuis le début de la pandémie, elles peuvent tirer ses racines en partie de la violence dans le paysage politique et sous le dôme du parlement, qui s'accompagne d'une impunité, d'un manque manifestes de mise à responsabilité et dans sa légitimation implicite des différentes formes de violence, notamment physique et verbale.

Securitairement

L'institution sécuritaire qui est censée être une institution républicaine assurant la protection et la sécurité du citoyen, sans le violenter ou l'opprimer et non au service des personnes occupant des postes de décision politique, s'est trouvée encore une fois au-devant des parties qui ont serré le vis les Tunisiens en les poussant vers le carré de la violence. Le 25 juillet a peut-être été la plus importante étape pour cela, car le comportement de répression et de restrictions pratiqué par la police de plus d'un côté a entraîné des violences, des affrontements et des jets de pierres entre eux et les citoyens, au cours desquels du gaz lacrymogène a été utilisé et des arrestations ont été enregistrées.



Et pour mémoire, le changement politique intervenu le 25 juillet 2021 a été suivi d'une amélioration des indicateurs de santé, puisque de nets progrès ont été enregistrés dans le système de vaccination. La période a également vu la levée de slogans soutenant l'application de la loi et une rupture avec la politique d'impunité précédente et bien que le changement qui s'est produit n'ait entraîné jusqu'à présent aucune évolution économique et sociale qui améliorerait la situation du citoyen et réduirait sa vulnérabilité, il (le changement politique) a laissé une sorte de confort pour tous Tunisiens, ce qui réduirait les comportements violents et un sentiment général de colère et d'insatisfaction.

Cette trêve sociale reste une trêve de circonstance et une dernière chance pour la voie démocratique, dans laquelle le citoyen tunisien attend des décisions et des réalisations rapides et à court terme qui améliorent sa situation économique et sociale, dans l'attente de programmes et d'une vision claire et à long terme qui sera en mesure de changer le modèle de développement qui s'est avéré être un échec.

Conclusion

En somme, la tension sociale se situe à un tournant majeur, le 25 juillet, au cours duquel le plafond des attentes s'est élevé et c'est là que réside le danger de la scène. Si le Président de la République n'a pas de stratégie claire et ne développe pas de visions efficaces pour sortir de la crise économique et sociale avec des mesures urgentes et d'autres à long terme, la tension sociale prendra un chemin d'escalade. Et alors que le président semble un instant accommodant à travers son appel à une baisse des prix et une rupture avec le monopole et son appel au retour de l'activité phosphate, qui représente une épine dorsale de l'économie, ces mesures ne peuvent apporter une reprise ni être définitives pour nous sortir de l'état de pauvreté, de marginalisation, de privatisation et de coupure avec la corruption, le népotisme et l'économie parallèle. Après le 25 juillet, le président a glissé dans la stigmatisation et la déformation du mouvement social, assurant que les manifestations du bassin minier étaient payés.

Le président et le pays sont confrontés à des semaines à venir difficiles et décisives au cours desquelles le pays connaîtra un action à travers le retour de l'école et de l'agriculture avec leurs divers problèmes, suivi de la rentrée politique qui sera suspendu après le gel du parlement conformément à l'article 80, en plus du début des licenciements de travailleurs dans le secteur du tourisme à partir de septembre prochain. Par conséquent, la situation sociale se dirige vers une nouvelle congestion. L'incertitude de la scène politique et l'absence de plan routier risquent d'augmenter la congestion populaire.

Le Forum Tunisien en première ligne contre la pandémie

Rihab Mabrouki

La délégation de Redeyef a été témoin d'une forte et sans précédent augmentation des cas de contamination au coronavirus, ainsi que des taux de mortalité record depuis le début de la pandémie. Cette forte propagation a contraint l'annonce de nouvelles mesures visant à réduire la transmission et le risque d'infection parmi les citoyens, notamment des appels au respect des résolutions du comité d'intervention contre le coronavirus et exhortant les citoyens à se faire vacciner.

puisque la société civile est considéré comme un partenaire actif travaillant en collaboration avec le gouvernement et le secteur des entreprises. Vu que parfaire les efforts de l'État lors des crises, qu'elles soient sanitaires ou sociales, est essentiel aux travaux du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, et afin de jouer son rôle de sensibilisation en tant qu'organisation autre que le renforcement des actions gouvernementales, l'association a joué un rôle de premier plan dans la région de Redeyef dans la lutte contre la pandémie du virus Corona.

Le Forum tunisien revient au front avec la crise de corona

Le forum tunisien section bassin minier fait partie de ceux qui luttent contre la pandémie, Aucun effort n'a été épargné pour atténuer la crise sanitaire dans la région en soutenant les efforts des institutions de santé et en contribuant à l'amélioration de leurs services, notamment en sensibilisant les citoyens à la gravité de cette pandémie et à la façon de la prévenir. cet effort vise à refléter la volonté de l'Association de mettre en œuvre les principales valeurs et objectifs sur lesquels elle repose et de donner effet à son rôle actif aux côtés des autres institutions et structures de l'État.



Enregistrement des citoyens dans le système de vaccination au siège municipal



Enregistrement des citoyens dans le système de vaccination au siège municipal

en réponse à la pandémie, les bénévoles du Forum ont contribué en participant à la campagne lancée dans le cadre du "Comité Local pour la promotion de la vaccination Redeyef" depuis début Juillet. Ce comité est composé de la municipalité, du Forum Tunisien, du syndicat du travail local et la branche scout Tunisie et visent à inciter les citoyens à se faire vacciner et d'en inscrire autant que possible dans le système de vaccination après la réticence collective de la région à recevoir des doses d'anti-virus.

En outre, 421 personnes ont été enregistrées entre 7 et 20 juillet, en plus de l'organisation des arrivées au centre de vaccination lors des 657 vaccinations effectuées le 09 et 10 Juillet 2021 ainsi que la distribution fournitures de protection et de stérilisation telle que masques et désinfectants, le tout accompagné par un effort sur le bien-être psychologique en particulier pour les personnes âgées afin d'améliorer leur moral et de créer une atmosphère de soulagement.

La campagne a été menée non seulement dans le centre-ville de Redeyef, mais aussi dans les zones rurales, où 23 personnes ont été enregistrées dans la zone de Segdoud le 21 juillet et 20 personnes dans la zone de Tedbit le 23 juillet.



La campagne d'inscription des citoyens dans la zone de Tedbit

Répartition des tâches

Le processus d'inscription a eu lieu au domicile au siège de la municipalité de Redeyef en coordination avec les agents municipaux et le syndicat local du travail. Dans ce cadre, un ensemble de bénévoles travaillent à l'accueil et à l'inscription des citoyens au système EVAX afin de contribuer à sensibiliser la communauté à l'importance de la vaccination et de promouvoir la confiance dans les vaccins, grâce à des campagnes de communication directe avec les citoyens basés sur des faits, cela contribue à faciliter le travail des institutions de santé et à soutenir leurs efforts pour sauver le plus grand nombre de personnes. Les volontaires ont appelé également les citoyens à suivre des procédures simples et recommandées pour la santé, à savoir le port de masques, la distanciation physique et l'évitement des foules dans la conviction que le virus ne peut être vaincu que par l'unité des efforts concertés et l'application de procédures convenues. Dans ce contexte, le Président du Forum Tunisien section bassin minier Tarek Hlaimi retient que le rôle de l'Association n'est pas seulement de s'engager dans des protestations contre la politique de l'État ou des affrontements entre les citoyens et l'État, mais aussi de refléter et valoriser les efforts des institutions face aux crises. Il dit : « la campagne du Forum Tunisien a démarré conjointement avec le lancement du centre de vaccination dans la maison des jeunes à Redeyef en raison de la propagation de l'épidémie dans la région. Notre objectif principal dans cette campagne a été d'obtenir l'immunité collective, qui n'est atteinte que par la vaccination ». Il considère que le rôle du Forum Tunisien dans cette crise sanitaire était essentiellement la sensibilisation puisque les bénévoles, qui ont été essentiellement, les étudiants et les chômeurs des 2 genres ont cherché à motiver et encourager les citoyens à se faire vacciner. Il ajoute que :« L'objectif du Forum Tunisien dans ce contexte, avec la facilitation du travail des institutions de santé et la réduction de la propagation de l'épidémie, est de diffuser les valeurs et les principes parmi les générations futures, en particulier les jeunes, en s'éloignant de la résilience et en ayant conscience de la nécessité de s'unir pour répondre aux crises. »

L'innovation face à l'épidémie

Le processus de volontariat se poursuit au cours du prochain mois d'août, où le Forum a dû effectuer un changement dans le plan de lutte contre la pandémie à travers le déplacement des volontaires vers les maisons et la concentration de la sensibilité dans les quartiers pour réaliser plus de proximité avec citoyens.

Il n'est nul doute que les gouvernements ont la responsabilité de protéger leurs citoyens mais le partage de cette responsabilité entre le gouvernement, les citoyens et la société civile contribuerait à accélérer la régression du virus car la lutte contre la pandémie ne peut être réalisée par l'État en isolement par rapport aux acteurs de la société. Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux a démontré son rôle en tant qu'organisation active pour l'atténuation de la crise sanitaire du pays, ceci dans la conviction que l'épidémie ne peut être vaincue que par l'unité, des efforts de sensibilisation concertés.

Les jeunes, l'emploi et l'avenir du travail

Oussama bouhila



Aujourd'hui la crise de l'emploi ne concerne pas seulement un krach financier ou des événements imprévus qui peuvent influencer les emplois à long terme, mais il s'agit de la tendance à l'accélération de la valorisation des talents qui se compose principalement de la technologie et d'innovation numérique, les avancées technologiques transforment de plus en plus rapidement le monde du travail.

L'économie mondiale sera davantage axée sur la technologie ce que l'on remarque chaque année. Aujourd'hui, les jeunes deviennent de plus en plus indépendants dans le choix de leurs futurs emplois et ce, en raison des nouvelles technologies et des progrès numériques qui permettent aux jeunes de gagner de l'argent grâce à des emplois virtuels en ligne qui offrent plusieurs possibilités.

Pour commencer, comprenons le sens réel de gagner l'argent en ligne et quel est le concept de cette nouvelle tendance.

Concept et méthodes pour gagner de l'argent sur internet !!

Travailler en ligne est un moyen de générer de l'argent en utilisant l'Internet, il comprend la propriété d'un site Web, le démarrage d'une entreprise en ligne, ou d'autres options qui sont accessibles à partir de l'Internet, c'est un travail qui se fait en dehors de l'environnement de bureau traditionnel.

Les moyens populaires pour gagner de l'argent en ligne les plus récurrents de nos jours sont :

1- Freelancing : Est un concept très commun pour gagner de l'argent en ligne et Internet fournit plusieurs options pour cela.

Vous pouvez trouver de nombreux sites Web qui offrent des tâches indépendantes avec des compétences variables et diverses et cela nécessite seulement de créer un compte et de postuler pour la tâche qui vous convient, vous pouvez toujours offrir vos services et dans quoi êtes-vous doué afin que les clients intéressés puissent vous trouver et vous contacter via ce type de navigateur. Les compétences en freelance peuvent être dans différents domaines comme la gestion des médias sociaux, la conception de sites Web et la rédaction de contenu, etc... Le montant d'argent que vous pouvez gagner en freelance dépend du type de travail. Par exemple, l'écrivain indépendant moyen a un taux compris entre 30 et 40 \$ avec un salaire annuel d'environ 42 000 \$ tandis que la moyenne d'un programmeur indépendant est de 60 à 70 \$ par Heure, avec un salaire annuel d'environ 120000 \$. En général, plus une profession est technique, plus le Freelancer dans ce domaine peut gagner.

A titre d'exemple, Andrea Reggio est une femme de Caracas, Venezuela qui a 25 ans et qui a choisi d'être Freelancer, de travailler à la maison et d'être payée sur internet, maintenant elle offre ses services financiers via un site web de freelance appelé 'freelancer.com', elle a dit « le freelance m'a donné les meilleurs résultats à travers de meilleures offres »¹.

Andrea a connu de nombreux moments mémorables dans sa carrière de freelance, elle a un livre électronique publié en ligne, a travaillé sur des scripts pour les jeux vidéo et a été embauché pour écrire pour un blog avec plus d'un million de lecteurs chaque mois.

2- L'influence sur les Réseaux sociaux : les réseaux sociaux Aujourd'hui est devenu l'espace de discussion le plus utilisé par de nombreux utilisateurs lorsque nous disons les réseaux sociaux nous parlons principalement de Facebook, Instagram, Snapchat, Twitter, Tik Tok etc.... Ces espaces virtuels sont devenus une source majeure de revenus pour certaines personnes. Bien que les utilisateurs des réseaux sociaux aient la possibilité de construire une communauté virtuelle qui leur permettra de rendre leurs produits ou services plus visibles partout dans le monde afin de mieux les vendre et développer leurs affaires aussi certains forums payent les utilisateurs s'ils atteignent un certain nombre d'abonnés. Nous pouvons prendre l'exemple de Chiara Ferragni comme success story sur les réseaux sociaux, c'est une italienne de 34 ans, elle a l'un des blogs les plus populaires, Chiara a commencé petit et maintenant elle est devenue une star internationale simplement en publiant des « Stories » sur sa vie quotidienne, ses voyages et des gens inspirants, Chiara a plus de 16 millions d'abonnés sur Instagram, qui sont prêts à acheter parce qu'ils font confiance à ses recommandations, Chiara a été classé comme l'une des influenceu(se)rs de mode les plus puissants au monde².

3-Vlogging : peut-être une excellente méthode pour transformer la passion en revenu, « vloguer » se réfère à la vidéo ou le blog où la plupart ou la totalité du contenu est en format vidéo, les utilisateurs créent une vidéo d'eux-mêmes où ils parlent d'un sujet particulier et le partagent avec d'autres en utilisant des sites Web et des canaux médiatiques comme Instagram et Facebook, mais le plus populaire est YouTube. Les gens de nos jours qui travaillent sur YouTube et nous les appelons « Youtubeurs » font des millions à travers cette plateforme cela nécessite seulement de créer un compte sur YouTube et commencer à télécharger des vidéos qui présentent des sujets que vous souhaitez faire connaître par un grand nombre de personnes. A mesure que vous rendez vos chaînes populaires et que le nombre d'abonnés augmente, votre potentiel de revenu augmentera également.

¹ A journalist's success story: "choose freelancer because it works!" publié le 13/07/2016
<https://www.fr.freelancer.com/community/articles/a-journalist-s-success-story-choose-freelancer-because-it-works>

² Chiara Ferragni — the Italian influencer who built a global brand (Financial times)
<https://www.ft.com/content/9adce87c-2879-11e9-a5ab-ff8ef2b976c7>

Le paiement obtenu est basé sur chaque millier de vues. De nos jours, certaines personnes ne sont pas convaincues que quelqu'un peut devenir riche en utilisant une webcam et s'enregistrer en faisant des choses que des millions d'autres personnes font peut sembler ridicule pour eux. Voici une histoire de succès : Benny et Rafi Fine sont deux frères (âgés de 30 à 32 ans respectivement) ont écrit, réalisé et mis en vedette dans leur série « React » sur YouTube (comme « Kids React to Harlem Shake »). Même s'ils espéraient d'abord se lancer dans les festivals de films traditionnels, ils sont devenus des pionniers dans le domaine de la vidéo en ligne en plein essor. Ils ont maintenant 8,2 millions d'abonnés, avec plus de 1,6 milliard de vues par vidéo. Cela leur rapporte environ 849 000 \$ et 7,1 millions de dollars par an .³

4- ESports : c'est une nouvelle forme de sport en utilisant les ordinateurs ou les smartphones ou les utilisateurs jouent des jeux électroniques contre d'autres personnes sur internet on les appelle « Gamers » ils jouent souvent pour l'argent. Ces joueurs sont suivis par des millions de fans partout dans le monde, qui assistent à des événements en direct (ou Tune) à la télévision ou en ligne, elle peut également se faire par un système de streaming qui permet aux téléspectateurs de regarder leurs joueurs préférés jouer à des jeux en direct. L'une des plateformes les plus populaires pour le streaming est « Twitch ». Si vous aimez jouer, regarder ou discuter de jeux vidéo, voici quelques façons de transformer cette passion en revenu !

La première façon et la plus efficace qui peut générer beaucoup d'argent est de construire une équipe professionnelle et commencer à participer à diverses compétitions, les joueurs peuvent s'attendre à gagner de 30000 \$ à 50000 \$ par an, ainsi que les commandes et les prix en argent pour avoir remporté la compétition. Une autre façon populaire que les gamers utilisent pour faire de l'argent est de diffuser en live leur jeu pendant qu'ils jouent sur les plateformes de streaming et ces plateformes les paiera une fois qu'ils ont construit une communauté forte de followers.

Qui est Jaden Ashman ! Jaden Ashman est un jeune homme de 17 ans vivant au Royaume-Uni, Ashman est le plus jeune millionnaire d'ESport de l'histoire, il a commencé à jouer aux jeux vidéo avec son oncle auprès duquel il a appris l'utilisation de la manette de contrôle. Au début, la mère d'Ashman était contre le choix de son fils, pour elle c'est une perte de temps et il vaut mieux consacrer son temps à quelque chose de précieux alors Ashman décide de prouver à sa mère qu'elle a tort, il s'est classé deuxième dans la coupe du monde d'un jeu vidéo appelé « Fortnite » et il a gagné la moitié du prix environ 2.25 millions de dollars avec son partenaire hollandais, ce qui fait de lui le plus jeune millionnaire de ESports il a dit « je lui ai prouvé que je ne perdais pas des heures chaque jour dans ma chambre à jouer au lieu de faire mes devoirs » .⁴

5- Blogueur : Cette méthode consiste à écrire et faire la photographie et d'autres activités médiatiques que vous voulez publier en ligne, c'est une opportunité pour ceux qui ont des compétences spécifiques à faire connaître et valoriser pour gagner de l'argent. On peut prendre l'exemple du Huffington post qui est un blog fondé par Ariana Huffington⁵, c'est une blogueuse de 71 ans qui a également participé à un agrégateur de nouvelles en ligne. Aujourd'hui ce blog génère 2.5 millions par mois et la principale source de revenu en publicité est payée par click.

³ How Two of YouTube's Biggest Stars Became Its Biggest Villains Overnight. Publié le 2/02/2016
<https://nymag.com/intelligencer/2016/02/rise-and-not-quite-fall-of-the-fine-bros.html>

⁴ Meet the British 16-year-old esports millionaire who plays (Fortnite) professionally" by Connie Suggitt. Publié le 25/02/2020
<https://www.guinnessworldrecords.com/news/2020/2/meet-the-british-16-year-old-esports-millionaire-who-plays-fortnite-professionall>

⁵ Arianna Huffington, Greek American author and commentator. Publié le 11/07/2021
<https://www.britannica.com/biography/Arianna-Huffington>

6- Le trading de crypto monnaies : Un crypto monnaie c'est une monnaie comme les Dollars, les Euros etc. mais ce n'est pas réel nous ne pouvons pas la toucher on les appelle monnaie virtuelle basée sur un réseau qui est distribué sur un grand nombre d'ordinateur. La première crypto-monnaie était le bitcoin et reste la plus populaire et qui a le plus de valeur. Aujourd'hui, il y a des milliers d'alternatives de monnaie virtuelle avec diverses fonctions et spécification, maintenant le point de ceci est que n'importe qui peut acheter et vendre des crypto monnaies à travers des plateformes faites pour le trading appelé blockchain, un trader peut générer beaucoup d'argent à travers le trading en ligne.

Voici comment un étudiant est devenu un crypto millionnaire !!

Dans un monde qui connaît une révolution dans le domaine du marketing, du commerce et du télétravail, les cryptomonnaies séduisent de plus en plus les grandes entreprises et grâce à leur évolution rapide, de nombreux jeunes commerçants créent une fortune. Le monde est plein de crypto millionnaire et chacun a sa propre histoire unique. Cooper Turely un jeune homme de 25 ans vivant à Los Angeles aux Etats-Unies et qui a commencé à investir dans le crypto à son plus jeune âge. En 2017 Turely s'est retrouvé rattrapé par le bitcoin et crypto hype. BTC s'est vu s'élever à ce qui était alors son prix le plus élevé d'environ 20000\$ par pièce de monnaie ; à ce moment-là Turely pensait qu'il devait tenter sa chance avec quelques centaines de dollars qu'il avait réussi à économiser. Dans une interview il a dit « ce n'est pas beaucoup du tout. A ce moment-là, j'étais encore au collège et j'occupais des emplois temporaires, je mettais quelques centaines de dollars ici et là. »⁶. Avant qu'il ne devienne riche grâce à la crypto monnaie, en 2018 Bitcoin a perdu environ plus de 70% de sa valeur, à ce moment-là, Turely a décidé de continuer ses investissements en crypto monnaie alors que la plupart des gens considéraient Bitcoin comme quelque chose qui était juste une mode passagère. Après cette décision Turely est devenu riche et il possède maintenant un crypto stack qui vaut sept chiffres. Depuis que son succès a commencé, il a réussi à rembourser ses dettes de scolarité, il a également inspiré ses parents à commencer à investir dans la cryptomonnaie.

Les Avantages

Gagner de l'argent en ligne, peut offrir une infinité d'opportunité. Aujourd'hui, vous pouvez gagner de l'argent simplement en cliquant ou en partageant quelque chose sur les réseaux sociaux. Un autre avantage est la flexibilité puisque travailler en ligne permet d'être indépendant et il n'y a aucune obligation de suivre un horaire, vous pouvez vous organiser selon vos propres emplois du temps, vous serez patron de vous-même.

Il vous donne également la possibilité de travailler quand vous le souhaitez.

Par ailleurs, une autre chose qui peut être considérée comme un avantage est que le travail en ligne ne nécessite pas d'investir une grande somme d'argent. Au début vous avez seulement besoin d'un ordinateur et d'une connexion internet qui peuvent être trouvés dans chaque maison de nos jours, vous pouvez désigner un espace de travail à votre domicile et le transformer en un bureau à domicile. En outre, il n'est pas nécessaire d'être un expert ou d'avoir des diplômes pour gagner de l'argent en ligne, cela ne nécessite que quelques connaissances de base, du temps et des talents.

"This 25-year-old says he's a millionaire after investing early in ether and bitcoin". Publié le 21/06/2021
<https://www.cnbc.com/2021/05/21/how-crypto-investor-bought-btc-eth-early-used-defi.html>

Les inconvénients

Travailler en ligne implique d'accomplir les tâches seul et sans interaction avec les autres. Cela peut entraîner une absence de contact social et un sentiment de solitude et d'isolement. Par ailleurs, de nos jours il y a beaucoup de faux sites web ou escroqueries et pirates informatique, il faut donc faire attention à les filtrer afin que vous ne finissiez pas par perdre plus d'argent que vous n'en gagnez.

En outre le grand problème qui bloque le gain d'argent en ligne, et c'est très commun dans les pays en voie de développement, c'est la législation qui interdit ou ne facilite pas ce genre d'activité à cause de la bureaucratie, surtout dans le processus d'obtention du paiement après la fin des services et cela à cause de l'absence des méthodes de paiement en ligne comme PayPal, Skrill et c'est le cas de la Tunisie nous en parlerons davantage dans les parties suivantes.

La Tunisie est-elle prête pour la révolution du travail en ligne et les nouvelles technologies d'aujourd'hui ?

Les autorités tunisiennes empêchent toujours les tunisiens de payer en 2021 un abonnement Netflix en Dollars ou en Euros voire l'utilisation de PayPal, Amazon, Airbnb, Drones, Uber, Mining, crowdfunding, la carte internationale, etc. alors que dans d'autres pays ils commencent à créer de nouvelles technologies qui donnent de meilleurs services que ceux déjà existants. Malheureusement, un adolescent de 17 ans appelé Housseem Bougerra a été récemment arrêté en Tunisie pour avoir simplement utilisé des cryptomonnaies pour des transactions en ligne. Ce genre d'arrestation nous montre l'ignorance totale des autorités tunisiennes dans ce domaine d'utilisation des nouvelles technologies comme le cas de cryptomonnaie et elles ne sont pas encore conscientes des avantages de cette nouvelle tendance offerte par cette nouvelle forme de monnaie comme le Bitcoin et qui permettent des transactions financières bien sécurisées, traçables et à faible coût quand on parle du Mining.

L'arrestation de Oussama Bougerra n'est pas dû à un délit commis, mais seulement en raison de l'absence totale d'une loi sur l'utilisation des cryptomonnaies en Tunisie et cela est similaire au cas des drones qui sont systématiquement confisqués aux voyageurs par la Douane dès leur arrivée à l'aéroport. La police a accusé ce jeune homme de blanchiment d'argent car ils ne pouvaient pas comprendre et trouver la source originelle de ces fonds. Le problème principal ici est l'absence d'une loi spécifique en Tunisie qui organise l'utilisation des cryptomonnaies et les autres méthodes des paiements. Les banques les plus dominantes dans le monde reconnaissent la monnaie virtuelle de bitcoin et d'autres cryptomonnaies récemment émergées comme l'Ethereum, Ripple et inclus dans le domaine des transactions internationales, ces monnaies circulent librement et sont accessibles et reconnues dans le monde entier alors qu'en Tunisie non.

Comment la cryptomonnaie peut contribuer à renforcer l'économie des pays en développement ?

La cryptomonnaie peut améliorer l'économie des pays en développement en réduisant la corruption et en promouvant la transparence. Singapour est le meilleur Exemple d'un pays qui a prospéré après une campagne de lutte contre la corruption réussie. Singapour a favorisé un environnement durable basé sur l'investissement direct étranger et le développement économique qui a conduit à la réduction du chômage et finalement l'éradication de la pauvreté.

La technologie « blockchain » qui offre la cryptomonnaie peut être un moyen efficace pour améliorer les économies des pays en développement et réduire la corruption grâce à plusieurs méthodes proposées par ce dernier pour lutter contre la corruption.

Les gouvernements peuvent maintenant contrôler et suivre la façon dont les fonds sont dépensés. Selon l'institution Brookings, qui est un groupe de recherche américain (un Think-tank américain) ayant son siège à Washington, la technologie blockchain peut éliminer l'équivalent d'une enquête de corruption de 15 mois sur simple pression d'un bouton.

La Cryptomonnaie permet également la transparence grâce à ses fonctions de suivi et de traitement des données. Le chiffrement en cryptomonnaie permet une plus grande sécurité des données, tandis que la traçabilité des transactions rend toutes les transactions accessibles au public. Il n'y a pas d'utilisateur ambigu ou anonyme et comme chaque transaction est tracée, la corruption peut être évitée tout en enrichissant la transparence. En outre, crypto-monnaie a l'avantage de réduire le temps et l'argent dans les transactions en réduisant les frais de versement qui est une offre intéressante par rapport aux services bancaires traditionnels.

Blockchain technologie peut être une solution pour renforcer l'économie en Tunisie !!

Selon M. Hicham Seffa le Directeur Général de la banque Attijari en Tunisie , la Blockchain technologie est un sujet d'actualité sur lequel toutes les banques à travers le monde sont axés, il peut présenter un réel levier pour le développement du commerce avec l'Afrique, cela peut réduire les intermédiaires et donc gagner en termes de délais et de coûts .

Si nous ajoutons à ces avantages la participation des banques centrales africaines, la confiance sera renforcée et le respect des règles de change sera garanti.

M. Hicham Seffa a ajouté qu'en Tunisie l'utilisation de la technologie blockchain pour la création de cryptomonnaie est encore un sujet de grande souveraineté pour la Banque Centrale et la réflexion pour ce sujet est toujours en cours. Il y a des environnements où nous sommes allés dans l'ouverture vers les cryptomonnaies et d'autres sont jusqu'à présent très fermés sur la question.

Il a dit qu'en Tunisie et dans les pays africains en général, avec la fragilité des équilibres macroéconomiques et la situation économique des différents pays, il n'est pas nécessairement important d'entrer avec de grandes ressources, mais qu'ils doivent être intégrés lentement et sûrement .⁷

Au niveau numérique, l'intégration de nouveaux services et fonctionnalités est impérative si nous voulons améliorer la qualité des services et améliorer la satisfaction des clients.

Tout en assurant le respect des aspects réglementaires. Plus nous nous ouvrons en termes de technologie et de systèmes d'information, plus cela devient une source de risque en termes d'impact du système et nécessite plus de vigilance. L'innovation technologique est un véritable sujet d'opportunité en Tunisie mais aussi de risque et l'intelligence est de combiner les deux.

Voici la bonne nouvelle !!

Après la pression des médias locaux et de la société civile appelant à la libération du jeune de 17 ans qui a été arrêté comme nous l'avons dit au début, simplement pour avoir utilisé la cryptomonnaie dans une transaction en ligne. Le Ministre de Finances et le Parlement Tunisien ont commencé à penser à préparer un changement de loi concernant l'utilisation des devises, parce que cet incident a provoqué l'indignation dans la communauté crypto tunisienne, avec beaucoup de critique contre l'arrestation et sur le manque de clarté en Tunisie. Voici les bonnes nouvelles qui sont venues après tout cela.

Le 12 juillet 2021, le parlement tunisien a approuvé une loi sur la reprise économique qui permet aux gens d'ouvrir des comptes en Devises pour la première fois et permet aux entreprises et aux particuliers de s'entendre sur un règlement financier en cas de violation des taux de change. Ce démarrage permettra aux Freelancers comme les développeurs de TI, les créateurs de contenu, les artistes et tous les autres Freelancers de développer leurs activités dans la mesure où ils peuvent recevoir leurs paiements ou acheter quelque chose en ligne de l'étranger en Devises. Dorénavant et en vertu de l'article 11 du projet de loi sur la reprise économique, les Tunisiens ont le droit de détenir des comptes en Devises cela leur donnera la possibilité d'acheter en ligne et aussi de payer en Devises. Il est possible de financer ses comptes à partir de transactions avec des personnes ou des entreprises à l'étranger avec une contribution finale de 10% calculée sur la base des sommes déposées, en outre, le Ministre des Finances a introduit ces modifications afin de permettre à la personne qui a le statut de non-résident et de résident de nationalité étrangère d'avoir des biens immobiliers, des propriétés personnelles et des comptes en Devises à l'intérieur et à l'extérieur du pays. En ce qui concerne cette catégorie, il est possible de financer des comptes en Devises ou Dinars en Tunisie avec les sommes déposées dans ces comptes en devises pour couvrir leurs dépenses en dehors de la Tunisie et de reconstituer leurs comptes en Devises.

En conclusion, la Tunisie souffre d'un taux élevé de chômage et en particulier les jeunes chômeurs, le secteur public est déjà saturé de salariés et ne peut pas recruter plus.

C'est pourquoi le gouvernement devrait encourager les jeunes et les nouvelles générations à commencer à investir sur Internet et à valoriser leurs talents, et ce, non seulement en disant quelques mots ou en faisant des promesses, mais aussi en prenant des mesures pour faciliter leur travail, résoudre leurs problèmes et éliminer les obstacles, comme le problème du paiement en ligne sus-cité. Le gouvernement devrait également admettre que ces domaines sont des métiers officiels parce qu'ils peuvent être une bonne solution pour réduire le chômage et qu'il y a aussi un autre facteur important qui influencera le métier de future qui est la crise pandémique. En effet, la plupart des gens ont adopté maintenant le télétravail à domicile et le recrutement est devenu plus difficile, il est donc préférable de commencer à penser à créer votre propre affaire sur Internet.

NOUVELLE MÉTHODOLOGIE DE CALCUL SCIENTIFIQUE :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

MÉTHODOLOGIE DE VEILLE DE LA MIGRATION NON RÉGLEMENTAIRE

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-réglementaire.

- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.